



EMMA MOORE/LA TROMPETTE

Nous avons besoin d'une norme de justice unique

« Une seule règle pour les riches et les pauvres, pour le favori à la cour et le paysan à la charrue »

- Andrew Miiller
- [29/09/2024](#)

L'Amérique se débat sous le poids d'un système judiciaire injuste. De plus en plus ouvertement, les procureurs, les juges et les politiciens transforment les cours de justice en cours de favoritisme et de programmes politiques. Ils traitent certaines personnes comme si elles avaient le privilège d'enfreindre la loi, tandis qu'ils traitent les autres comme des proies.

La plupart des gens disent que personne n'est au-dessus de la loi et que tout le monde devrait avoir un accès égal à la justice. Mais beaucoup de ceux qui sont aux commandes cèdent à la tentation de la nature humaine de placer leurs intérêts, leurs idéologies, leurs carrières et leurs alliés politiques au-dessus de la loi.

Cette période de l'histoire américaine illustre parfaitement la raison pour laquelle nous avons besoin d'une norme unique en matière de justice.

Un sacrifice pour la loi

La justice américaine a toujours été imparfaite. Cependant, il y a eu des moments où des gens ont sacrifié leurs propres intérêts pour défendre la loi.

Imaginez que vous viviez sous un gouvernement oppressif qui, entre autres choses, vous oblige à payer des impôts mais ne vous permet pas d'intervenir dans les politiques de ce gouvernement. Vous protestez. Le gouvernement déploie des troupes pour vous obliger à vous conformer. Un groupe de vos voisins finit par exploser de colère, encercle un groupe de soldats et commence à leur lancer des insultes, puis des objets. Les soldats ouvrent le feu et tuent cinq personnes. Les journaux de la ville parlent de « massacre » et les soldats sont arrêtés et jugés pour meurtre.

PT_FR

Vous aimez votre maison et votre pays, et vous vous indignez des abus du gouvernement, en particulier de la présence de soldats en garnison dans votre ville.

Mais lorsque vous examinez la loi et que vous l'appliquez aux faits de cette situation, vous constatez que les soldats n'ont pas enfreint la loi.

Risqueriez-vous votre carrière, votre réputation et la colère de vos compatriotes pour défendre ces soldats détestés devant un tribunal ? C'est exactement ce que John Adams, avocat du Massachusetts, a fait en 1770 pour le capitaine Thomas Preston et huit autres soldats britanniques qui ont perpétré le célèbre massacre de Boston. Pourquoi ? À cause de la loi et à cause de la justice : ils ont été accusés de meurtre, « malice préméditée », mais ils *n'avaient pas eu* une telle malice.

S'il s'agissait de *colons* qui avaient tué cinq soldats dans des circonstances similaires, les Américains auraient exigé un procès équitable et auraient fait appel au droit et à la loi de la légitime défense. L'argument d'Adams était en faveur de la justice égale, quoi qu'il arrive. Comme l'a dit Adams dans sa déclaration finale : « Les faits sont des choses obstinées ; et peu importe nos souhaits, nos inclinations ou les dictées de nos passions, ils ne peuvent pas altérer l'état des faits et des preuves [...] [La loi] commande ce qui est bon et punit le mal en tous, qu'ils soient riches ou pauvres, hauts ou bas. »

Un jury colonial du Massachusetts a acquitté tous les soldats de meurtre et en a condamné deux d'homicide involontaire. De nombreux Bostoniens étaient en colère contre Adams. Mais beaucoup ont compris ce que lui et les membres du jury avaient fait. Même dans les circonstances les plus difficiles et tentantes d'utiliser la loi comme une arme de vengeance, ils l'avaient plutôt défendue, s'y étaient soumis et avaient appliqué une seule norme de justice. La colonie l'a ensuite choisi pour représenter le Massachusetts au premier Congrès continental, et la nation l'a élu comme deuxième président.

La liberté ne peut prévaloir que lorsque le gouvernement gouverne les gens selon des principes juridiques établis, et non selon les fantaisies ou les caprices des dirigeants. C'est pourquoi John Locke (l'un des auteurs préférés d'Adams) a écrit qu'il devait y avoir « une seule règle pour le riche et le pauvre, pour le favori à la cour et le paysan à la charrue ». C'est aussi pourquoi Moïse a écrit, « Tu ne commettras point d'iniquité dans tes jugements : tu n'auras point égard à la personne du pauvre, et tu ne favoriseras point la personne du grand [...] » (Lévitique 19 : 15).

Lorsque les personnes au pouvoir utilisent la loi pour leurs propres objectifs et au détriment de leurs ennemis, la liberté meurt et la course est lancée pour s'emparer du pouvoir par tous les moyens possibles.

Deux poids deux mesures

Depuis des générations, les Américains prennent la loi pour acquise. Mais comme les affaires judiciaires ont fait la une des journaux ces dernières années, nous sommes obligés de nous poser la question : l'Amérique fait-elle respecter l'État de droit aujourd'hui, ou sommes-nous un peuple différent de celui de nos Pères fondateurs ?

Par exemple, deux personnes font campagne pour un poste. L'un engage un avocat pour l'aider à trouver des informations négatives sur l'autre. Pour cacher la vérité, le candidat qualifie les paiements effectués à l'avocat de « services juridiques ».

Pendant ce temps, l'autre candidat est accusé d'avoir eu une liaison adultère. Par l'intermédiaire de son avocat, il paie l'accusateur pour qu'il se taise. Ces paiements sont également appelés « frais de justice ».

Les deux candidats sont accusés d'avoir falsifié des documents commerciaux. La campagne du premier est condamnée à une amende de 9 000 dollars par la Commission électorale fédérale, tandis que l'autre est condamné au pénal pour 34 délits.

Comment cela peut-il être considéré comme de la justice ? La campagne d'Hillary Clinton a versé 168 000 dollars à l'ancien espion britannique Christopher Steele pour un dossier accusant Donald Trump de liens commerciaux illicites avec des oligarques russes, tout en faisant tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les gens de découvrir qu'ils ont parrainé ce document scandaleux. Clinton s'en est tirée avec seulement une petite amende. Pourtant, Donald Trump a été accusé de 34 chefs d'accusation pour « falsification de documents commerciaux au premier degré, en violation de l'article 175,10 de la loi pénale », parce qu'il a donné à son avocat 130 000 dollars pour payer une actrice pornographique afin qu'elle cesse d'alléguer une rencontre sexuelle d'il y a plusieurs années.

C'est clairement un cas où ceux au pouvoir appliquent une règle à leurs favoris et une autre à leur opposition. Le Bureau fédéral d'enquête a utilisé le dossier Clinton-Steele pour obtenir un mandat d'espionnage de la campagne de Donald Trump, de sorte que la justice ne peut pas accuser Clinton de quoi que ce soit de sérieux sans admettre que le FBI a joué un rôle intégral dans l'infâme tromperie de la collusion avec la Russie. Trump n'a pas les faveurs du FBI, du régime Biden ou du système judiciaire new-yorkais. Il est donc devenu le premier ancien président américain à être condamné pour un crime, essentiellement pour avoir conclu un accord de non-divulgence.

Les républicains de toute l'Amérique dénoncent aujourd'hui la « transformation en arme de la justice », mais il n'est pas nécessaire d'être un conservateur convaincu pour constater que le système judiciaire américain est désormais ouvertement à deux vitesses. Un sondage réalisé il y a deux ans par le groupe Trafalgar a révélé que 79 pour cent des sondés déclaraient qu'il y avait « un ensemble de lois pour les politiciens et les initiés de Washington, D.-C. » et « un ensemble de lois pour les Américains de tous les jours ». Le Président Trump s'est rangé du côté des Américains de tous les jours, si bien qu'il est maintenant traité comme tel.

C'est exactement ce contre quoi John Locke et John Adams ont mis en garde.

Justice à deux niveaux

Considérez les faits d'une autre situation. Des avocats découvrent des documents gouvernementaux classifiés dans un placard fermé à clé d'une grande université. Ils les signalent à la *National Archives and Records Administration* et découvrent

qu'ils incluent des mémos d'information sur l'Ukraine, l'Iran et le Royaume-Uni. Le département de la Justice ouvre une enquête et trouve encore d'autres documents, non sécurisés, au domicile de l'homme politique. Ce politicien, qui n'a jamais eu d'autorité de classification, agit de la sorte depuis des années.

Le procureur général nomme un avocat spécial pour enquêter sur « l'éventuelle suppression et conservation non autorisées de documents classifiés », mais l'avocat estime que l'homme politique incriminé « se présenterait probablement devant un jury, comme il l'a fait au cours de notre entretien, comme un homme âgé sympathique, bien intentionné et doté d'une mauvaise mémoire ». Par conséquent, « aucune accusation criminelle n'est justifiée dans cette affaire » comme si les documents ont pu être laissés par « erreur ».

Parallèlement, les Archives nationales ont pris conscience de l'absence de certaines lettres et notes de dirigeants mondiaux à un président américain. Ils contactent le président, qui dispose d'une autorité de classification, pour savoir où se trouvent ces documents, et ses avocats reconnaissent qu'il a emporté 12 boîtes de documents à son domicile après avoir quitté la Maison-Blanche. L'Administration des archives nationales entame la procédure officielle pour récupérer ces documents, mais avant que cette procédure ne soit achevée, des agents du FBI font une descente dans la maison à la recherche de tout ce qu'ils peuvent trouver. La perquisition n'a pas permis de trouver d'autres documents, mais l'ancien président est toujours inculpé de 37 délits.

Pourquoi le deuxième homme politique est-il traité plus sévèrement que le premier ? Parce qu'il est Donald Trump et que le premier homme politique est Joe Biden. Une règle s'appliquait au favori à la cour, et une autre à l'homme représentant des millions de paysans à la charrue.

À ce stade, la justice à deux vitesses est tellement flagrante que le régime Biden *publicise* le fait qu'il est au-dessus de la loi. En envoyant le FBI perquisitionner le domicile d'un homme qui discutait déjà avec l'Administration des archives nationales de ce qu'il était autorisé à conserver, le régime Biden espère intimider ses détracteurs. Et en refusant d'inculper Biden de quoi que ce soit pour avoir illégalement conservé des documents au Penn Biden Center, cela implique qu'en Amérique aujourd'hui, les dirigeants sont au-dessus de ceux qu'ils dirigent.

Poursuite politique

La guerre juridique de la gauche contre Trump met en lumière le deux poids, deux mesures de justice en Amérique, mais le 45e président des États-Unis n'est pas le seul à être poursuivi injustement.

J. Christian Adams, avocat anciennement employé par le département de la Justice des États-Unis dans l'administration de George W. Bush, dit avoir été témoin de cette politique d'application sélective de la loi peu après l'entrée en fonction de Barack Hussein Obama. « En tant qu'avocat au sein de la section des élections de la célèbre Division des droits civiques dirigée par Tom Perez, j'ai été témoin du deux poids, deux mesures dès 2009 », a-t-il écrit le 3 juin. « Au début de l'administration de Barack Obama, il nous a été explicitement demandé de cesser d'appliquer les lois fédérales qui exigeaient la mise à jour des listes électorales des personnes décédées ou inéligibles. Les progressistes n'ont pas apprécié cette partie de la loi, et ils l'ont dit. Les lois que la gauche n'aime pas sont effacées par l'hostilité bureaucratique. »

M. Adams a démissionné du département de la Justice après que celui-ci a rejeté l'action en Justice qu'il avait intentée contre le *New Black Panther Party* pour harcèlement à un bureau de vote. Il estime que le refus de l'administration Obama de poursuivre les *Panthers* était le début d'une nouvelle ère de justice inégale. Après que l'agent du service des impôts internes Lois Lerner a admis en 2013 que le IRS avait accordé une attention particulière aux groupes conservateurs avec des termes comme « tea party » ou « patriote » dans leurs noms, ce fait est devenu manifestement évident.

Le dossier de Steele, pour lequel Clinton a falsifié des documents commerciaux, accuse à tort Trump de crimes que Hunter Biden pourrait avoir commis. Le groupe de recherche Marco Polo a compilé une analyse de 630 pages de l'un des ordinateurs portables de Hunter Biden, documentant la manière dont Hunter s'est procuré les services sexuels de femmes auprès de réseaux de prostitution (dont certains sont liés à la *Russie*) et a fait pression sur des employées pour qu'elles aient des relations sexuelles avec lui. Cette analyse fait état de 459 violations des lois fédérales et de l'État. Pourtant, Hunter Biden n'a été accusé que de deux délits fiscaux et de trois délits de possession d'armes à feu.

Certains affirment que ces cinq accusations prouvent que même le fils du président n'est pas au-dessus de la loi. Pourtant, lorsque ces accusations sont comparées avec les preuves de blanchiment d'argent et d'exploitation sexuelle révélées par l'ordinateur portable, il devient évident que Hunter est un « favori à la cour ». En fait, l'accord pour plaider coupable initialement proposé à Hunter ne lui a pas infligé de peine de prison et l'a exempté de poursuites pour ses autres délits, plus graves. C'est seulement parce que des gens se sont plaints de l'hypocrisie flagrante que Hunter pourrait se voir infliger une punition légèrement plus sévère.

Au cours des trois ans qui ont suivi les manifestations du 6 janvier 2021 au Capitole, les procureurs fédéraux ont inculpé plus de 1 265 personnes et prononcé des peines d'emprisonnement à l'encontre de plus de 460 d'entre elles. Pourtant, des centaines de manifestants sont détenus en prison sans caution en attendant leur procès. C'est une punition draconienne sans procès pour des personnes qui ne sont probablement coupables d'aucun crime plus grave que le simple fait d'être présent sans autorisation. Les manifestants pour les droits des transgenres qui ont pris d'assaut le Capitole de l'Oklahoma l'été dernier sont-ils traités de la même manière ? Bien sûr que non. Le système judiciaire des États-Unis essaie de faire un exemple de ceux qui remettent en question la légitimité de l'élection présidentielle de 2020. Ils n'ont aucun intérêt à poursuivre les militants transgenres qui tentent d'intimider les législateurs de l'Oklahoma.

Steve Bannon, un allié de longue date du Président Trump, a été condamné cet été à une peine de quatre mois de prison pour avoir défié une assignation à comparaître du Congrès. Eric Holder, le procureur général d'Obama, et Hunter Biden se sont tous deux vantés d'avoir fait la même chose sans conséquences.

La ville de Spokane, dans l'État de Washington, a inculpé trois adolescents de « méfaits malveillants » au premier degré pour avoir laissé des traces de pneus sur un passage piéton peint aux couleurs de l'arc-en-ciel à l'occasion du « mois des fiertés ». Pourtant, sur les campus universitaires de tout le pays, des manifestants ont appelé au génocide des Juifs, sans aucune conséquence. Exiger l'éradication des Juifs n'est apparemment pas un crime de haine, mais dérapage sur un passage piéton l'est. C'est vraiment un monde de fous - avec des règles pour vous, mais pas pour moi.

De telle application sélective de la loi détruit la nation. La Constitution américaine interdit l'application sélective de la loi sur la base de la race, de la religion ou du sexe, mais de plus en plus de tribunaux appliquent la loi de manière sélective sur la base des opinions politiques et de l'appartenance à un parti. Les républicains sont poursuivis et sévèrement punis alors que les démocrates ne sont jamais inculpés. Il y a une règle pour le favori à la cour et une autre pour le paysan à la charrue.

La même loi

Tout au long de l'histoire de l'humanité, les puissants ont opprimé les faibles. L'ancien code juridique du roi Hammourabi de Babylone est reconnu comme une grande avancée en matière d'État de droit, mais même cette loi prévoyait des peines différentes pour les hommes et les femmes, les riches et les pauvres.

Dieu a dû combattre cette façon de penser dans la nation d'Israël en commandant : « Tu ne commettras point d'iniquité dans tes jugements : tu n'auras point égard à la personne du pauvre, et tu ne favoriseras point la personne du grand, mais tu jugeras ton prochain selon la justice » (Lévitique 19 : 15). Et aussi : « Vous aurez la même loi, l'étranger comme l'indigène... » (Lévitique 24 : 22).

Il s'agissait d'un code législatif révolutionnaire. Par l'intermédiaire de Moïse, Dieu a révélé que même les rois n'avaient pas le droit d'enfreindre la loi (Deutéronome 17 : 14-20). Il y avait « la même loi » pour tous, qu'ils soient pauvres ou riches, paysans ou rois. Il est injuste de poursuivre un certain type de personne pour infraction à la loi tout en faisant preuve d'indulgence à l'égard d'autres personnes pour le même délit.

Pendant des siècles après l'Exode, Israël a été la seule nation qui ait même essayé d'appliquer le principe connu aujourd'hui sous le nom de *lex rex*, c'est-à-dire l'idée que la loi est suprême et que les dirigeants sont soumis aux lois de la nation au même titre que les citoyens. C'est ce principe qui a poussé John Adams à défendre les soldats britanniques à Boston. C'est également ce principe qui a inspiré les 56 signataires de la Déclaration d'indépendance et les 39 signataires de la Constitution américaine à lutter pour une nouvelle nation où l'égalité de la justice était un principe fondateur.

Le fait que l'administration Obama-Biden poursuive désormais ses détracteurs pour avoir prétendument enfreint des lois que les démocrates violent en toute impunité est le signe que l'Amérique entre dans une ère dangereuse où le « roi » fait la loi au lieu d'y être soumis.

La Bible prophétise en fait cette nouvelle ère dangereuse.

Le livre de Daniel est une prophétie pour ce temps de la fin (par exemple, Daniel 12 : 4). Daniel 8 : 12 dit : « L'armée fut livrée avec le sacrifice perpétuel, à cause du péché ; la corne jeta la vérité par terre, et réussit dans ses entreprises. » Antiochus IV Épiphane a accompli cette prophétie lorsqu'il a désacralisé le temple de Jérusalem avec une idole de lui-même. Un Antiochus du temps de la fin accomplit la même prophétie, provoquant une destruction similaire dans l'Amérique d'aujourd'hui.

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, explique dans « *L'Amérique sous attaque* » (demandez un exemplaire gratuit) qu'un Antiochus politique est en train de détruire les principes fondateurs de l'Amérique. Le président le plus anti-Bible de l'histoire des États-Unis, Barack Obama, remplit ce rôle. Il n'est plus en fonction maintenant, mais sa stratégie de guerre juridique visant à cibler des opposants politiques est passée à une vitesse supérieure sous Biden.

Le mot *transgression* signifie rébellion ou péché. La raison pour laquelle Obama réussit si bien à jeter la vérité par terre et à détruire l'égalité de la justice devant la loi, c'est que les gens sont consumés par le péché. Ils veulent du favoritisme pour eux-mêmes et leurs alliés politiques, et ne sont donc pas disposés à défendre la vérité. Même de nombreux conservateurs ne se soucient pas suffisamment de la loi pour la défendre à tout prix. Il est donc beaucoup plus facile pour une armée organisée de s'en débarrasser.

Dieu révèle la corruption de la politique américaine afin que les gens aient une chance de se repentir avant qu'un esprit sans foi ni loi ne détruise l'Amérique en remplaçant l'égalité de la justice par l'horrible règle de la force brute.